

LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ SE POURSUIT ET SE DURCIT D'ANNÉE EN ANNÉE.

ETUDIER EST UN DROIT PAS UN PRIVILÈGE!

**FACE À MON MASTER ET PARCOURSUP,
MOBILISONS-NOUS POUR LE DROIT D'ÉTUDIER !**

La rentrée universitaire est de nouveau marquée par un renforcement de la sélection à l'université. Les chiffres définitifs de Parcoursup ne sont toujours pas publiés. Mais l'an dernier, c'est 283 000 jeunes qui se sont retrouvés sans affectation, soit 30% des candidats. En juillet, c'était 1 candidat sur 5 qui n'avait pas reçu de proposition d'admission, cela sans compter celles et ceux qui ont reçu des réponses par des formations demandées par défaut qui ne correspondent pas à leur souhait d'étude, ou même ceux qui ont abandonné par désespoir.

Pour les masters en juin dernier le gouvernement estimait lui-même qu'un candidat sur 4 ne recevrait pas de proposition. Cette année les étudiants subissent une fois de plus les conséquences de la politique de suppression de places dans les filières les plus demandées et de coupes budgétaires. Ceci se remarque tout particulièrement par les chiffres du ministère concernant le nombre de places disponibles en master par rapport au nombre de candidats. En effet, cette année il y avait seulement 174 400 places disponibles sur la plateforme pour 227 060 candidats qui ont déposé des vœux. Ce qui représente un écart de 52 660.

De plus, certaines formations sont davantage demandées et le gouvernement, au lieu de financer des places, préfère renforcer la sélection. Par exemple, alors qu'il y a 15 727 inscrits en L3, il n'y a que 5 896 places en M1, soit un écart de 63,5%. En STAPS, sur 14 033 inscrits en L3, il n'y a que 3 004 places en M1, soit un écart de 78,6%.

Cette sélection s'abat avant tout sur les enfants des classes populaires et sur les jeunes issues de l'immigration. Elle est essentiellement sociale car elle exclut de l'université les couches les plus précarisées de la population ! Les étudiants étrangers, en plus de subir cette sélection, doivent aussi faire face aux impératifs des préfetures qui durcissent de plus en plus l'accès à des titres de séjour et multiplient les mesures d'expulsions.

Avec le nouveau gouvernement Barnier, il est à parier que cette sélection ne fera que s'aggraver. Le nouveau ministre de l'enseignement supérieur nommé tout récemment n'est autre que Patrick Hetzel, ancien directeur général de l'enseignement supérieur sous Valérie Pécresse puis Laurent Wauquiez de 2008 à 2012. En tant que député, il a notamment voté contre le mariage pour tous en 2013 et contre l'institutionnalisa-

unef
le syndicat étudiant

Union étudiante
Union Nationale des Étudiant·e·s de France

FSE **FIDL**
LE SYNDICAT LYCÉEN

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES

les JEUNES
écologistes



tion de l'IVG. Au vu du conservatisme du nouveau ministre de l'enseignement supérieur, la sélection sociale risque s'aggraver.

La dynamique de la sélection étant nationale, partout en France des jeunes résistent à cette tendance et des collectifs de sans-facs s'organisent, à Nanterre, Montpellier, Lyon, Lille... Ces luttes locales n'attendent qu'un mouvement national pour enfin abolir la sélection sociale à l'université !

L'année dernière, plusieurs dizaines d'universités avaient répondu à la journée nationale contre la sélection sociale à l'université qui avait eu lieu le 19 septembre 2023. Cette année nous appelons donc à un premier temps national d'actions et de manifestations le 03 octobre en direction des locaux du Ministère, du rectorat et des présidences d'universités. Il est temps de faire entendre notre voix contre la sélection. Les étudiants n'ont pas à payer la crise, après ces dernières années de pandémie, d'inflation ou de recul de nos acquis sociaux, nous refusons tout sacrifice sur notre avenir ou nos conditions d'existence. Nous appelons aussi à participer à la journée de grève intersyndicale du 1er octobre et aux manifestations prévues par les syndicats.

Nous nous adressons à toutes les organisations syndicales, politiques et associatives pour nous aider à construire et relayer cette initiative ainsi que ce combat contre la sélection.

Partout en France, les sans-fac doivent être inscrits !

Nous revendiquons :

- L'inscription inconditionnelle de tous les sans-facs dans la fac et la filière de leur choix
- La création en urgence de 150 000 places dans l'ESR en Licence et en Master
- Un financement des universités à la hauteur des besoins
- La fin des plateformes sélectives Parcoursup et MonMaster pour donner accès à toutes et tous à et enfin mettre fin à la sélection à l'Université
- La gratuité des formations universitaires et l'abrogation de la loi bienvenue en France

